

Le Président

Paris le 30 janvier 2012

Lettre ouverte aux candidats à la présidentielle

**477 000 SALARIES ET 65 000 000 CONSOMMATEURS :
VALORISONS NOTRE INDUSTRIE POUR PRESERVER ET
DEVELOPPER LE MODELE ALIMENTAIRE FRANÇAIS**

La France est réputée pour la richesse et la diversité de son patrimoine : artistique, architectural, littéraire, mais aussi gastronomique, et l'UNESCO ne s'y est pas trompée en officialisant la reconnaissance de cet art de vivre profondément enraciné chez les français. Depuis plus d'un siècle, nos entreprises y contribuent à travers des produits qui font désormais partie de notre quotidien. Ainsi, les entreprises de l'alimentaire, s'invitent à nos tables quotidiennement pour le plus grand bonheur des petits et des grands.

Un bref rappel historique s'impose : notre industrie est née de la nécessité de conserver les produits agricoles au-delà des saisons afin de nourrir les populations tout au long de l'année. Ses procédés se sont ainsi beaucoup inspirés des recettes traditionnelles pratiquées depuis des siècles dans toutes les cuisines du monde : le *fumage du jambon*, la *transformation des fruits en confiture*, la *fabrication de yaourt*, la *production d'alcool par fermentation des jus*, la *production du chocolat à partir de fèves de cacao ...* **Nous sommes donc parvenus à préserver notre modèle alimentaire traditionnel tout en l'industrialisant et en l'enrichissant par l'innovation, dans un univers extrêmement contrôlé et réglementé.** La France affiche aujourd'hui le nombre d'intoxications alimentaires par habitant parmi les plus faibles au monde.

Or, dans un déluge de caricatures (« *Manger tue* », « *Notre poison quotidien* », *les produits alimentaires sont toujours trop chers ...*), qui ne cesse de dégrader l'image de nos entreprises, ces origines ont été oubliées au profit d'une diabolisation irrationnelle, dangereuse et scandaleuse.

Je dis bien « dangereuse » et « scandaleuse » :

1 - Parce que derrière ce secteur, il y a 10 500 entreprises et 477 000 salariés directs détenteurs de vraies compétences et de savoir-faire, régulièrement dévalorisés et fragilisés par ces enquêtes à charge.

2 - Parce qu'en face de ce secteur, il y a 65 millions de consommateurs, et bien davantage quand on considère la demande impressionnante de nos produits à l'étranger. Il est facile d'instiller le doute et de créer un climat anxieux. Il sera beaucoup moins facile dans quelques années d'en réparer les méfaits et les conséquences sur toute une génération de jeunes gens, élevés dans la peur de tout.

3 - Parce que la population mondiale devrait atteindre 9 milliards d'individus en 2050. Un défi gigantesque se pose, alors que l'humanité ne parvient déjà pas à nourrir les 7 milliards existants. 925 millions de personnes ne mangent pas aujourd'hui à leur faim.

Pour toutes ces raisons **et quoi qu'en disent ses détracteurs, les entreprises de l'alimentaire ont un rôle stratégique à jouer dans le monde actuel. Elles ont aussi, et personne ne le nie, une responsabilité, en matière de qualité, d'accessibilité, de prix, de respect des ressources naturelles, d'innovation.** Un des principaux défis pour le présent et pour l'avenir, sera donc de produire plus et mieux en tenant compte du budget des ménages, de l'épuisement des ressources, des contraintes en énergie, et des effets du changement climatique ...Ce sera aussi et surtout de garantir la souveraineté et l'indépendance alimentaire (notamment la quantité, la sûreté, l'autonomie et la maîtrise des ressources) de la France.

Le secteur agroalimentaire français continuera, si nous l'y aidons collectivement, à créer de l'emploi, à offrir une variété inégalée de produits, une garantie de qualité sans faille, et surtout, une occasion de convivialité et de bien-être indéniables. **Il nous revient donc de faire front ensemble pour préserver désormais notre modèle industriel, maintenir sa place dans le monde, et perpétuer ainsi le modèle alimentaire à la française.**

C'est pourquoi, la politique impulsée par le futur Président de la République au cours de la période 2012 – 2017 est essentielle pour l'avenir de notre secteur. Ainsi, en cette veille **d'élections nationales, nous souhaitons interpeller les candidats afin qu'ils se positionnent sur les 6 thématiques clés qui préoccupent nos 10 500 entreprises, et leurs 500 000 collaborateurs directs.**



Jean-René BUISSON

Présentation du secteur agroalimentaire

Un secteur aux atouts considérables ... :

- **Un secteur d'activité capital en France :**
 - **1^{er}** secteur industriel français avec un chiffre d'affaires de 143,6 milliards d'€ pour 2010. Elle représente 17% du chiffre d'affaires et 12,4% de la valeur ajoutée de l'industrie française (contre 4% pour l'industrie automobile).
 - **2^{ème}** employeur industriel français avec plus de 477 000 salariés directs qui œuvrent au quotidien dans les 10 500 entreprises du secteur (2^{ème} employeur industriel français, derrière les industries mécaniques).
 - **2^{ème}** contributeur à la balance commerciale française avec un excédent de 5,7 Milliards d'euros.

- **Un secteur implanté localement, qui recrute et ne délocalise pas :**
 - **1^{er}** client de l'agriculture française : 70% de la production agricole française est transformée par les entreprises alimentaires françaises.
 - **80%** des produits alimentaires consommés en France sont produits en France. Ce ratio est unique pour l'industrie nationale.
 - **30 000** emplois à pourvoir chaque année : le secteur continue à recruter.

... qui doit faire face à des difficultés croissantes ... :

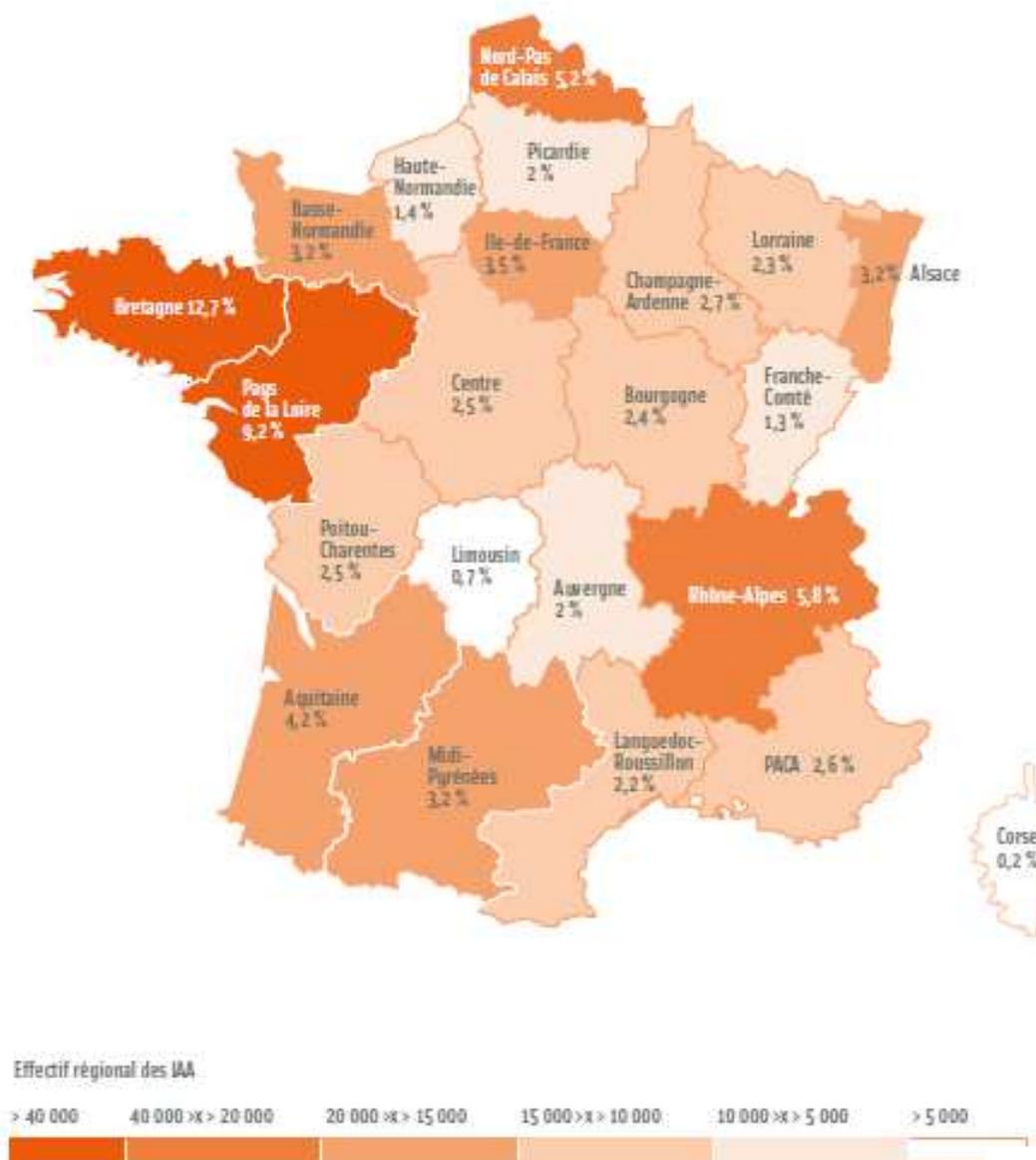
Dans une chaîne de valeur sous tension, les maillons les moins bien armés pour défendre leurs positions sont les premiers à souffrir. Si les agriculteurs ont été les premières victimes de cette inversion des pouvoirs, les entreprises de l'alimentaire, moins puissantes que la grande distribution, doivent faire face aujourd'hui à l'érosion de leurs profits.

- **Part de l'agriculture et de l'alimentaire constamment en baisse dans la consommation effective des ménages depuis 30 ans :** de 19% du budget des ménages en 1975 à 12% en 2010.
- **Image négative véhiculée par les médias avec des attaques perpétuelles qui ont érodé le capital confiance des Français dans leur alimentation**
- **Secteur jugé peu attractif par les jeunes**
- **Volatilité record des prix des matières premières agricoles et de la spéculation, accompagnée d'une hausse de tous les autres intrants** (pétrole, électricité, gaz, emballage...).
- **Dégradation croissante de la valeur ajoutée de la filière.** Le niveau atteint début 2011 correspond à celui du début de l'année 2000. Deux années ont suffi au secteur pour perdre les bénéfices de 7 années de progression de la valeur ajoutée.
- **Quasi-monopole de la distribution alimentaire française : 7 distributeurs face à 10 000 entreprises** ce qui entraîne un déséquilibre du rapport de force et des négociations très défavorables aux PME.

... dont les principales conséquences sont :

- **Tensions sur les marges** se ressentent fortement en 2011.
- **Investissements en baisse** sur 2010 (-8%) et sur 2009 (-14%).
- **Taux d'utilisation des capacités de production en deçà de la moyenne** depuis 5 ans.
- **Perte de part de marché à l'international** : la France est passée en 5 ans du 1^{er} rang des pays exportateurs de produits agroalimentaires au 4^{ème} rang derrière les Etats-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Carte de France des emplois du secteur



Source : Agreste

QUESTIONS AUX CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE 2012

I. SUR LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS ENVERS LES PRODUITS ALIMENTAIRES & SUR LA LUTTE CONTRE L'OBESITE :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous êtes pour ou contre :

- ❖ La mise en place d'actions de prévention et d'éducation ? Si oui, quelles seraient les cibles à privilégier : la population en général ? les enfants ? les populations défavorisées ?
- ❖ La mise en place de taxes nutritionnelles ? Si oui, quels sont les produits qui devraient être concernés et quel devrait être le niveau de la taxe ?
- ❖ La restriction de la publicité pour les produits alimentaires ? Si oui, quels supports devraient être concernés (TV, Internet ?)
- ❖ La diffusion de campagnes positives sur l'alimentation par les pouvoirs publics ?

II. SUR LE PRIX ET LE POUVOIR D'ACHAT :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous êtes pour ou contre chacune de ces affirmations :

- ❖ Le juste prix d'un produit alimentaire est, coûte que coûte, le prix le plus bas, surtout en période de crise.
- ❖ La qualité est aussi importante que le prix ; un prix juste est celui qui reflète un bon rapport qualité/prix.
- ❖ Le juste prix d'un produit alimentaire est celui qui évolue en fonction du cours des matières premières (agricoles et énergétiques notamment).
- ❖ Le juste prix d'un produit alimentaire est celui qui est librement et équitablement négocié entre le producteur et le distributeur.
- ❖ Les produits alimentaires sont considérés comme des produits de première nécessité qui bénéficient d'un taux réduit à 5,5. Cette situation doit-elle être préservée ? Envisagez-vous des mesures particulières ou nouvelles de fiscalité pour les produits alimentaires ?

III. SUR LA COMPETITIVITE DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous pensez, oui ou non, que :

- ❖ Le fait que le secteur agroalimentaire français soit constitué à 97% de PME est un atout pour la France ? Si non pourquoi ?
- ❖ Les entreprises alimentaires françaises doivent être soutenues pour conquérir ou conserver (quand c'est le cas) un leadership mondial ? Si oui, comment ?
- ❖ Les relations industrie-commerce sont destructrices de valeur tout au long de la filière agroalimentaire ?
- ❖ La situation actuelle de quasi-monopole de la distribution en France doit évoluer ?
- ❖ La Loi de Modernisation de l'Économie votée en 2008 est suffisante pour assurer des relations commerciales équilibrées entre entreprises de l'alimentaire et distributeurs ?
- ❖ Le vote d'une nouvelle loi pour réintroduire de la concurrence entre les distributeurs en France est nécessaire ? Si non pour quelle(s) raison(s) ?

IV. SUR L'EXPORT AGROALIMENTAIRE FRANÇAIS :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous pensez :

- ❖ Que les pouvoirs publics doivent aider les entreprises de l'alimentaire à exporter ? Si oui comment ? (ex : crédit impôt export pour les PME, Participation systématique d'entreprises de l'alimentaire aux délégations des voyages officiels ...).
- ❖ Qu'il soit intéressant de créer un label France pour les produits agroalimentaires ?

V. SUR L'INDEPENDANCE ALIMENTAIRE DE LA FRANCE :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous pensez :

- ❖ Qu'il est important que la France assure son indépendance alimentaire ou que ce n'est pas un problème de se fournir sur les marchés internationaux ?
- ❖ Qu'il faille continuer à faire de la France une terre sans OGM ? Y compris en renonçant à la recherche sur les biotechnologies ? Y compris les OGM ? Quelle est votre position sur ce dossier ?

VI. SUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ALIMENTATION DANS LES PREOCCUPATIONS POLITIQUES :

En explicitant vos réponses, pouvez-vous indiquer si vous êtes pour ou contre :

- ❖ La défense du secteur agroalimentaire au même titre que d'autres secteurs ? Pourquoi et comment ?
- ❖ La mise en place d'un ministère en charge structurellement de l'Alimentation, qui se préoccupe réellement du secteur agroalimentaire, (plutôt qu'un rattachement au ministère de l'Agriculture qui donne systématiquement la priorité à l'agriculture, ou qu'un rattachement au ministère de l'Industrie qui ne nous considère pas comme telle) ?